



Les vrais enjeux de l'accord militaire Cameroun-Russie

Par [Jean-Marc Soboth](#)

Mondialisation.ca, 05 mai 2022

Observateur continental

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#)

Analyses: [Crise en Ukraine](#), [Crise en Ukraine](#), [UKRAINE](#)

En s'étant rendu avec la discrétion d'un Sioux à Moscou début avril 2022, le ministre de la Défense camerounais Joseph Beti Assomo a signé, le 12 avril, avec son emblématique homologue russe, le général Sergueï Choïgou, un accord militaire.

La conjoncture internationale trouble du moment en fait un message sans précédent. Moscou y a un intérêt symbolique. C'est un signal retentissant en pleine «opération spéciale» des forces russes en Ukraine, à l'intention de la fameuse «communauté internationale» des anciennes puissances coloniales du golfe de Guinée.

On peut l'imaginer, l'accord n'a pas manqué de provoquer une vive mais discrète réaction dans les états-majors politiques et, en l'occurrence dans les milieux diplomatiques européens. Il intervient comme par hasard au milieu des «sanctions dévastatrices» (dixit le président Joe Biden) contre la Russie de Vladimir Poutine incluant le boycottage de son espace aérien.

Yaoundé s'est rendu ainsi coupable, en quelque sorte, de viol d'embargo aérien occidental.

C'est que, l'accord est signé avec le Cameroun, un fidèle des fidèles du pré carré de l'allié français, dont le chef d'État, M. Paul Biya, n'a jamais brillé par quelque relent révolutionnaire. Du moins à la manière des Assimi Goita et autres. Mais les faits sont troublants.

Le Cameroun s'est absenté mystérieusement à l'ONU lors du vote de la résolution (américaine) du 2 mars «*exigeant l'arrêt de l'offensive russe en Ukraine*». Sans avertir, Yaoundé s'est abstenu au deuxième vote à l'ONU, le 7 avril, parmi les 22 pays africains qui se sont débinés à l'aune de l'autre résolution (américaine) ayant conduit à la suspension de la Russie du Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Un véritable pied de nez anti-occidental.

Le contenu de l'accord militaire moscovite qui, il faut le rappeler, intervient après un premier accord signé avec le Cameroun le 15 avril 2015, n'apporte pourtant rien de spécial. Il comporte «*l'échange d'opinion et d'information en matière de politique de défense et de sécurité internationale; le développement des relations dans le domaine de la formation conjointe et l'entraînement des troupes (des forces), de génie, d'enseignement militaire, de médecine militaire, de topographie militaire, d'hydrographie militaire, de sport et de la culture; l'échange d'expérience de maintien de la paix et d'interaction dans les opérations*

de soutien à la paix sous l'égide de l'Organisation des Nations Unie; l'interaction dans les activités de recherche et de sauvetage en mer; l'interaction dans les activités de lutte contre le terrorisme et la piraterie».

Néanmoins, il y a petite nouveauté par rapport à l'onéreux Partenariat de *défense* avec la France, renouvelé sous Nicolas Sarkozy à Yaoundé le 21 mai 2009 et objet de la loi d'approbation (française) 2011-423 du 20 avril 2011. La Russie aidera ses amis africains tel un véritable bailleur de fonds et non comme un simple prestataire payé : «(...) *chacune* [des parties] *supporte les dépenses liées à [sa] participation aux activités de ses représentants (...).* La conduite des activités est fonction de la disponibilité des fonds des Parties».

L'accord secret tentait d'esquiver les projecteurs de l'actualité. Il n'a pas suscité de réaction officielle immédiate de la belliqueuse «communauté internationale» proaméricaine qui, un temps, à l'Union Européenne notamment, avait même songé à des sanctions contre les États africains trop mous à l'égard de la Russie. L'accord est secret. Mais on sait la suite... Qui a fait fuiter l'information?

En Afrique, Poutine joue aux échecs. À la perfection. M. Paul Biya, lui, n'est ni un «suicidaire» ni un antiimpérialiste radical. C'est, lui aussi, un joueur d'échecs. Un vieux malin. Le diplomate étranger que l'homme de Yaoundé reçoit le plus régulièrement au Palais de l'Unité est, avoue-t-on, l'ambassadeur de France, M. Christophe Guilhou.

En préservant donc l'essentiel du système avec Paris, Paul Biya jongle. Il perpétue le flou artistique autour de sa succession dans laquelle Paris n'est jamais arrivé à arracher quelque lisibilité dans l'optique de la protection des intérêts de la France. Il complique la lecture internationale de sa propre guerre contre les séparatistes anglophones. Ni lui-même ni les Ambazoniens n'ont obtenu de réel engagement américain, le Département d'État américain considérant ce conflit armé comme du menu fretin relevant de son allié français — il s'est soldé en mars 2019 par le retrait total des 300 militaires stationnés en 2015 à Garoua déployés par l'administration Obama dans la Force multinationale mixte contre la secte terroriste Boko Haram, retrait provoqué par des restrictions budgétaires mais officiellement justifié par des allégations de violations de droits de l'homme des forces de défense camerounaises...

M. Paul Biya a tenu à marquer des points dans un jeu de belligérance ukrainien extrêmement délicat que le Kremlin veut épargner aux Africains pris globalement. Mais M. Biya demeure un partenaire pour la Russie et non un allié d'après le langage diplomatique russe (lire notre ouvrage *Poutine, l'homme qui veut libérer l'Afrique* à ce propos).

Aucun pays africain ne figure dans la liste des «pays inamicaux» de la Russie publiée par Vladimir Poutine début mars. De plus, le Kremlin l'a déjà promis: le blé russe sera vendu prioritairement à ces pays, ce qui ferait mentir les pronostics occidentaux sur de famines imminentes en Afrique résultant des difficultés d'approvisionnement de l'offensive en Ukraine.

Avant le conflit en Ukraine, l'ambassadeur russe au Cameroun Anatoly Bashkin suggérait déjà que le blé russe importé au Cameroun ne passe plus par des intermédiaires. Lesquels? Il promettait aussi de reconstruire la stratégie Société de raffinage de pétrole du pays dévastée par un incendie resté mystérieux.

Résultat des courses, le joueur d'échecs de Yaoundé esquiva le tout premier sommet Russie-Afrique tenu à Sotchi en Russie en octobre 2019. Malgré l'insistance de la diplomatie russe — l'ambassadeur de Russie est allé le rencontrer personnellement à cet effet — il n'y envoya aucun représentant de poids. Question de rassurer le tandem franco-américain?

En réalité, l'idée que l'Occident anti-Poutine n'a pas remarqué ni réagi à la signature de l'accord militaire avec le «diable russe» n'est guère qu'une impression. La Maison-Blanche suit de très près le ballet diplomatique autour de Poutine.

L'accord a été signé le mardi 12 avril 2022 avec le ministre de la Défense russe Sergueï Choïgou; l'actualité était brouillée par le premier tour de l'élection présidentielle française tenu la veille. Trois jours seulement après, le vendredi 15 avril, Joe Biden a riposté. Discrètement. Il a concédé le statut de personnes protégées aux États-Unis à 40 000 Camerounais demandeurs d'asile en raison de la crise armée séparatiste, vivant dans la région métropolitaine de Washington D.C. et en Californie. Depuis des années, le précieux sésame était demandé à cor et à cri mais en vain par l'avocate haïtienne Guerline M. Jozef, fondatrice de la Cameroonian Advocacy Network.

Ce n'est pas tout. Un tweet «tonitruant» de l'ancien sous-secrétaire d'État aux affaires africaines du président Donald Trump et ancien vice-chef de mission diplomatique américaine à Yaoundé, M. Tibor P. Nagy, résume le débat épique autour de la réaction américaine à l'égard de l'accord. *«Je n'arrive pas à croire, s'indigne le diplomate américain, que le gouvernement camerounais ait, dans un timing incroyablement mauvais, signé un accord militaire avec la Russie — au plus fort de l'agression en Ukraine. Cela est un piquant sur les yeux des États-Unis et de la France, deux pays dont le Cameroun pourrait avoir besoin de leur aide à l'avenir. Mais tant mieux pour les Ambazoniens!»*Le message est très clair.

Seulement, la guerre en Ukraine annonce peut-être une nouvelle ère. Sans doute un changement planétaire dont la moindre des perspectives n'est pas le multilatéralisme, ferment de justice internationale.

L'accord russo-camerounais avait, en tout cas, fait son petit chemin dans les arcanes des conférences de Moscou sur la sécurité internationale. Les ministres de la défense africains avaient tous exprimé le besoin d'être soutenus par Moscou dans leur lutte contre le terrorisme islamiste.

Le Kremlin ayant entrepris un retour en force sur le continent et étant donné l'inefficacité des mécanismes multinationaux en cours *in situ*, Moscou a connu une affluence de ces pays — africains notamment — dont l'avis ne compte pas au concert des nations.

La grande rhétorique occidentaliste sur la liberté, le monde change rapidement. La crise en Ukraine en est un accélérateur. Le «monde libre» devra finir par comprendre que les Russes sont certainement plus populaires dans ce reste du monde anciennement colonisé auquel l'Occident n'a jamais concédé ni maturité ni capacité à l'autodétermination, encore moins droit à une opinion différente du diktat ultralibéral de l'hémisphère nord.

C'est alors qu'on préfère progressivement le pragmatisme du Kremlin qui, ainsi, multiplie les accords de coopération militaires et dont les ambassadeurs sont parmi les plus respectés du seul continent qui, parce qu'il n'a jamais atteint l'âge adulte aux yeux des anciennes puissances coloniales, ne dispose ni d'arsenal nucléaire ni de droit de veto au conseil de

sécurité de l'ONU, ni même du droit d'avoir quelque avis différent.

Jean-Marc Soboth, *journaliste camerounais vivant au Canada*

La source originale de cet article est Observateur continental
Copyright © [Jean-Marc Soboth](#), Observateur continental, 2022

Articles Par : [Jean-Marc Soboth](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca